

C. A. BAYLY

# LA NAISSANCE DU MONDE MODERNE

Traduit de l'anglais  
par Michel Cordillot

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national du livre

Illustration de première de couverture :  
Tomika Te Mutu, chef de la tribu des Ngaiterangi, Nouvelle-Zélande.  
Tableau de Gottfried Lindauer, vers 1880.  
© National Library of Australia, Canberra, Australia / The Bridgeman Art Library

---

Titre original :  
*The Birth of the Modern World 1780-1914*  
© C.A. Bayly, 2004

---

Cette édition française est publiée avec l'accord de Blackwell, Publishing Ltd, Oxford.  
La responsabilité de la justesse de la traduction appartient aux Éditions de l'Atelier.

---

Tous droits réservés

© Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2006

Imprimé en France

ISBN 2-7082-3860-4

Printed in France

MONDE  
*diplomatique*



## Introduction

Ce livre se présente sous la forme d'une histoire thématique du monde qui couvre une période allant de 1780, début de l'Ère des révolutions, à 1914, date à laquelle éclate une Première Guerre mondiale qui va provoquer le démembrement du système contemporain des États et des empires. Il montre comment il est possible de rapprocher des évolutions historiques et des enchaînements d'événements traités indépendamment les uns des autres dans le cadre de travaux d'histoire nationale ou régionale. Ce faisant, il met en évidence l'existence à l'échelle planétaire de rapports et d'interdépendances relatifs à des changements politiques et sociaux qui ont très largement précédé le début d'une « mondialisation » dont on s'accorde à considérer qu'elle a débuté en 1945.

Non seulement les répercussions de certains événements décisifs, comme les révolutions européennes de 1789 ou de 1848, affectèrent d'autres sociétés un peu partout dans le monde, mais elles se conjuguèrent aux convulsions nées au sein même de ces sociétés. Par ailleurs, des événements survenus en dehors du centre embryonnaire d'une économie industrielle mondiale en Amérique et en Europe, comme par exemple les rébellions qui touchèrent la Chine et l'Inde au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, eurent un impact sur ce même centre, contribuant à façonner son idéologie et à dessiner de nouveaux conflits politiques et sociaux. À mesure que les événements mondiaux devenaient davantage interdépendants, les modes d'action des hommes et des femmes s'ajustèrent les uns par rapport aux autres, puis commencèrent à acquérir des traits communs partout dans le monde.

Ce livre décrit par conséquent l'émergence, à l'échelle planétaire, d'un phénomène d'uniformisation qui toucha les États, la religion, les idéologies politiques et la vie économique, à mesure de leur développement tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. L'apparition de cette uniformité ne fut pas seulement visible au niveau des grandes institutions comme les Églises, les cours royales ou les systèmes judiciaires.

Elle devint également palpable dans ce que ce livre appelle « les usages relatifs au corps », à savoir la manière dont les gens s'habillent, s'expriment, mangent, ou gèrent leurs relations au sein de la famille.

Ces liens, qui se développèrent rapidement entre les différentes sociétés humaines durant le XIX<sup>e</sup> siècle, entraînent à l'échelle planétaire la création d'entités politiques hybrides, d'idéologies métissées et de formes complexes d'activité économique. Pourtant, ces liens étaient susceptibles de renforcer dans le même temps le sentiment de *différence*, voire d'antagonisme, qui existait entre les peuples de ces différentes sociétés, et en particulier entre leurs élites. Japonais, Indiens, ou Américains, par exemple, trouvèrent de plus en plus dans le sentiment d'identité culturelle, religieuse, ou nationale dont ils avaient hérité, la force nécessaire pour affronter les graves défis que leur posait une économie désormais mondialisée, et plus particulièrement ceux posés par l'impérialisme européen. Le paradoxe voulant que les forces planétaires et les forces locales se soient « cannibalisées » ou nourries mutuellement, pour reprendre un terme employé par le théoricien social Arjun Appadurai, est bien connu de tous ceux qui travaillent actuellement dans le domaine des sciences sociales<sup>1</sup>.

Cette relation ambivalente entre le mondial et le local, le général et le particulier ne date pourtant pas d'aujourd'hui, il s'en faut. Ainsi, au XIX<sup>e</sup> siècle, les États-nations et les empires territoriaux aux prises les uns avec les autres ont vu leurs traits distinctifs se préciser de plus en plus, et sont devenus peu à peu antagoniques au moment même où certaines similarités se manifestaient entre eux et que des liens et un système de relations se tissaient entre ces différents acteurs. Les forces profondes du changement à l'échelle planétaire ont encouragé l'apparition de différences entre les communautés humaines. Mais ces différences se sont toujours davantage exprimées selon des formes similaires.

Ce livre soutient par conséquent la théorie que toute histoire locale, nationale ou régionale, relève aussi, dans une large mesure, d'une histoire mondialisée. Il n'est plus possible d'écrire une histoire qui serait « américaine » ou « européenne » au sens le plus étroit du terme, et il est encourageant de constater que nombre d'historiens se sont d'ores et déjà rangés à ce point de vue. Durant les années 1950-1960, les membres de l'école historiographique française des *Annales*, emmenés par Fernand Braudel, ont été les pionniers d'une approche mondialisée de l'histoire économique et sociale traitant du début de l'ère moderne<sup>2</sup>.

La nécessité de dépasser les frontières des États et des écosystèmes est plus évidente encore dès lors que l'on aborde le XIX<sup>e</sup> siècle. Cela s'applique en particulier à l'histoire des États impériaux d'Europe, aussi bien les empires continentaux comme la Russie, que les empires maritimes comme la Grande-Bretagne ou la France. Des historiens comme Linda Colley<sup>3</sup> et Catherine Hall<sup>4</sup> pour la Grande-Bretagne, ou Geoffrey Hosking<sup>5</sup> et Dominic Lieven<sup>6</sup> pour la Russie ont été à l'avant-garde des efforts visant à montrer à quel point l'expérience impériale au sens le plus large du terme s'est révélée essentielle dans la création et le formatage de ces États nationaux. Parallèlement, R. Bin Wong<sup>7</sup>, Kenneth Pomeranz<sup>8</sup>, Wang

Gfung Wu<sup>9</sup> et Joanna Waley-Cohen<sup>10</sup> ont commencé à écrire l'histoire de la Chine en lui redonnant une dimension planétaire, et en portant une attention extrême aux diasporas chinoises qui ont précédé l'instauration de l'hégémonie impériale occidentale, puis ont ensuite perduré sous la surface.

Quelles ont été les forces essentielles pouvant expliquer, à l'échelle mondiale, ces interdépendances et cette uniformisation croissantes durant le « long dix-neuvième siècle » ? Aucune histoire du monde durant cette période ne saurait ignorer l'importance centrale que prit la domination économique croissante exercée par l'Europe occidentale et par l'Amérique du Nord. En 1780, les Empires chinois et ottoman constituaient encore à l'échelle de la planète des entités politiques puissantes, et les peuples autochtones gardaient encore le contrôle de la plupart des régions d'Afrique et du Pacifique. Le contraste est d'autant plus saisissant avec 1914, puisque, à cette date, la Chine et l'Empire ottoman étaient sur le point d'éclater, et l'Afrique avait été brutalement asservie par les puissances européennes, les entreprises commerciales et les propriétaires de mines.

Entre 1780 et 1914, les Européens avaient spolié les peuples indigènes de vastes étendues de territoires, notamment en Afrique du Nord et du Sud, en Amérique du Nord, en Asie centrale, en Sibérie et en Océanie. Alors qu'en Europe occidentale et dans les régions côtières de l'Amérique le PNB par habitant était en 1800 tout au plus le double de celui de l'Afrique du Sud, et à peine supérieur à celui des régions côtières de la Chine, un siècle plus tard ce différentiel avait quintuplé pour passer de 1 à 10, voire plus. La plupart des régions du monde qui n'étaient pas sous le contrôle direct de l'Europe ou des États-Unis étaient désormais rattachées à ce que les historiens ont appelé des « empires informels », marqués par l'existence de disparités entre étrangers et autochtones au niveau de l'exercice du pouvoir, sans que cela ait encore débouché sur une annexion.

Cette domination physique s'accompagnait de différents degrés de soumission idéologique. Les manières de concevoir la société, les institutions et les façons de procéder qui s'étaient aiguisées dans les combats et les oppositions féroces entre nations européennes devinrent autant de moyens de contrôler les peuples non européens en leur indiquant la voie à suivre. Toutefois, ces peuples n'absorbèrent pas de manière passive les bienfaits occidentaux, et ils ne se comportèrent pas davantage en victimes résignées de l'Occident. La manière dont ils assimilèrent, puis remodelèrent les idées et les techniques de l'Occident pour les adapter à leur propre situation, contribua à fixer des limites à la nature et à l'étendue de la domination que leur faisaient subir ceux qui détenaient le pouvoir en Europe.

Au début de la période étudiée dans ce livre, le monde était encore un monde multipolaire. Même si les Européens et leurs colonies d'outremer s'étaient déjà assuré des avantages compétitifs importants, l'Asie orientale, l'Asie du Sud et l'Afrique possédaient encore un certain dynamisme et un certain degré d'initiative dans différents secteurs de la vie sociale et économique. À la fin de la période, par suite de l'essor du Japon et de l'apparition des nationalismes extra-européens, le leadership de l'Europe se trouvait déjà notablement remis en cause. Une histoire de

cette période se doit par conséquent d'examiner un certain nombre de points différents et apparemment contradictoires. Elle se doit de mettre en évidence l'interdépendance des événements survenus dans le monde, tout en admettant l'existence d'une domination occidentale indiscutable. Dans le même temps, elle se doit aussi de montrer comment, dans de vastes régions du monde, cette domination européenne resta tout à la fois partielle et momentanée.

### *Comment s'organise cet ouvrage ?*

Plutôt qu'un récit narratif de l'histoire du monde, cette *Naissance du monde moderne* se veut d'abord une réflexion sur cette même histoire. Les chapitres 3, 4 et 6, ainsi que le dernier chapitre s'efforceront de présenter une histoire des événements survenus dans le monde découpée en épisodes chronologiques à l'intérieur de la longue durée entre 1780 et 1914. Ils mettront en opposition des périodes de stabilité relative avec des moments de crises affectant l'ensemble de la planète. Le but recherché est de mettre en évidence et d'insister sur des liens de cause à effet entre plusieurs grandes séries de changements politiques et économiques. Le chapitre 3 par exemple, reviendra sur les liens politiques et idéologiques entre l'Ère des révolutions en Europe et en Amérique du Nord durant la génération qui suivit 1776, ainsi que sur la montée en puissance, à la même époque, de la domination exercée par l'Europe sur des non-Européens au cours de la première phase de « l'impérialisme planétaire ».

Des réinterprétations récentes des révolutions survenues en 1848 en Europe font qu'il est désormais possible d'analyser d'autres événements importants, comme les convulsions qui affectèrent la Chine au milieu du siècle et la grande rébellion de 1857-1859 en Inde, dans une perspective similaire. Le chapitre 4 analysera la guerre de Sécession en tant qu'événement mondial, et pas uniquement comme une crise américaine. Dans le chapitre 6, le nationalisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme et les exclusions ethniques seront étudiés comme constituant un seul champ d'analyse, et non pas des champs distincts comme cela a souvent été le cas.

Tous ces chapitres reviennent et insistent sur l'idée que les histoires nationales ou les études régionales doivent prendre davantage en compte les changements survenus ailleurs dans le monde. Les idées et les mouvements politiques « sautent » par-dessus les océans et les frontières pour passer d'un pays à l'autre. Pour prendre un exemple, en 1865, la fin de la guerre de Sécession permit aux progressistes américains d'apporter leur soutien au gouvernement révolutionnaire mexicain de Benito Juárez, alors menacé par des conservateurs qui avaient reçu l'appui de la France. Les révolutionnaires mexicains avaient déjà reçu le soutien enthousiaste de Giuseppe Garibaldi et d'autres révolutionnaires qui avaient été en Europe les héros des soulèvements de 1848 contre l'autoritarisme<sup>11</sup>. Dans ce cas précis, il apparaît que des expériences similaires avaient permis la constitution d'un front uni à travers le monde. Mais, le fait d'être confrontés à un changement mondial était également susceptible d'encourager les intellectuels, les politiciens

et même les gens ordinaires à mettre l'accent sur les différences plutôt que sur les ressemblances.

Autour des années 1880 par exemple, l'impact résultant de l'arrivée des missionnaires chrétiens et des marchandises occidentales avait conduit les Indiens, les Arabes et les Chinois à prendre davantage conscience du caractère spécifique de leurs pratiques religieuses et de leurs manières de se conduire, ainsi que de l'excellence de leur artisanat local. Avec le temps, cette sensibilité à la différence allait elle-même générer d'autres liens à l'échelle planétaire. Les artistes indiens virent en leurs contemporains japonais les héritiers d'une tradition esthétique qui avait su préserver sa pureté originelle, et ils intégrèrent leur apport dans leurs propres œuvres.

Le but poursuivi tout au long de ce livre sera donc de combiner ce type d'histoire, que l'on pourrait qualifier de « d'histoire latérale » – l'histoire des liens et des rapports – avec une « histoire verticale », qui serait celle du développement des institutions et des idéologies spécifiques.

Les chapitres 1, 2 et 5, ainsi que la seconde moitié de cet ouvrage développeront par conséquent une approche plus thématique. Ces différents chapitres examineront les principaux concepts sociaux utilisés par les historiens, tout comme ils l'avaient d'ailleurs déjà été par les auteurs et les publicistes au XIX<sup>e</sup> siècle, pour définir les grands changements survenus alors. Parmi ces concepts, l'essor de l'État moderne, celui de la science, de l'industrialisation, du libéralisme et de la « religion » sont ceux qui apparaissent les plus importants. Le but de ces chapitres est de rassembler des données provenant de tout un ensemble d'études régionales ou nationales pour examiner de quelle manière ces institutions ou ces idéologies se sont implantées et sont montées en puissance à des moments différents dans différents endroits. Ces chapitres s'efforcent d'établir une histoire des liens et des processus sans en rester à la théorie simpliste d'une diffusion de la modernité vers l'extérieur à partir d'un centre américain ou européen tout-puissant et « rationnel ». Là encore, ce livre insiste sur l'importance de l'action des peuples non européens colonisés ou semi-colonisés, et des groupes dominés au sein même des sociétés américaine et européenne dans le façonnement de l'ordre mondial contemporain.

Ainsi, pour prendre un exemple, la reconstitution de la hiérarchie catholique romaine en Europe après 1870, s'est inscrite dans un mouvement beaucoup plus large de construction de « religions universelles » alors en train de s'opérer dans les mondes hindouiste, confucéen et bouddhiste tout autant que chrétien. Il ne s'agit pas d'une simple analogie, mais d'événements ayant entre eux des liens de cause à effet. Si les Églises chrétiennes se mirent à collaborer et à créer de nouvelles organisations là où elles étaient chez elles, ce fut d'abord parce que cette solidarité était nécessaire pour leurs activités missionnaires outremer, là où elles étaient menacées par un islam renaissant et par d'autres traditions religieuses en plein essor parmi des sujets théoriquement soumis.

Ce livre se clôt par un examen des dernières années avant la Première Guerre mondiale, période durant laquelle les rivalités diplomatiques et les changements

économiques internationaux exercèrent sur le système des États et des empires des pressions sans précédent. Comme l'a souligné Hew Strachan<sup>12</sup>, la Première Guerre mondiale fut bel et bien mondiale bien qu'elle ait commencé comme une guerre civile à l'intérieur du centre européen du système monde. Ce conflit n'était pas « inévitable », mais sa force destructrice, dont les répercussions allaient affecter tout le XX<sup>e</sup> siècle, fut le résultat de la confluence d'une multitude de crises locales, dont beaucoup avaient leur origine en dehors de l'Europe proprement dite.

Écrire l'histoire du monde soulève nombre de questions de fond en matière d'interprétation et de présentation. Nous allons en examiner trois ici, avant d'aborder la question de l'uniformisation croissante dans un domaine particulier, celui des usages relatifs au corps humain.

### *Premier problème : les « causes premières » et le facteur économique*

La plupart des historiens professionnels gardent toujours à l'esprit la question de savoir « ce qui a fait que les choses ont changé ». Les historiens et les philosophes vivant au XIX<sup>e</sup> siècle avaient tendance à penser que l'histoire était à la remorque des grands changements intellectuels et spirituels. Ils croyaient que c'était Dieu, ou bien l'Esprit de Raison, ou bien encore la volonté de Libération, qui faisaient bouger le monde. Certains avaient foi en la « mission civilisatrice » du christianisme européen. D'autres pensaient que les races et les civilisations passaient par des phases ascendantes et descendantes du fait des lois naturelles de la concurrence, de la survie et du déclin.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les explications matérialistes du changement se sont imposées. En 1950, parmi les historiens de premier plan, beaucoup étaient influencés par les théories socialistes et considéraient que la logique du capitalisme industriel constituait la force principale pouvant expliquer les changements survenus dans la vie des hommes et des femmes après 1750. À un certain niveau, il est sans doute exact que le principal changement survenu au XIX<sup>e</sup> siècle ait été le basculement des sociétés et des États les plus puissants vers l'industrialisation des villes. La volonté des capitalistes de maximiser leurs revenus et de placer le travail en position de soumission a été une force poussant inexorablement au changement, non seulement en Occident, mais aussi à travers les continents africain et asiatique.

Le panorama de l'histoire du monde le plus solide et le plus consistant qui ait été publié à ce jour en langue anglaise, la grande œuvre en quatre volumes d'Eric Hobsbawm<sup>13</sup>, insiste de manière explicite sur ce point, en particulier dans le volume intitulé *L'Ère du Capital*. Toutefois, comme l'a fait remarquer Perry Anderson à l'occasion de la parution de l'autobiographie d'Hobsbawm en 2002\*, les grandes évolutions politiques et intellectuelles survenues au XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pas nécessairement résulté de l'accroissement sous-jacent de la puissance du capitalisme industriel<sup>14</sup>.

\* Traduite en français sous le titre *Franc-tireur* (Paris, Ramsay, 2005).

Les mouvements s'opérant au sein des économies, des idéologies et des États n'ont pas toujours été synchrones. Ils ont plutôt été interactifs. La Révolution française, qui fut l'événement marquant de son époque, se produisit antérieurement à tout essor significatif de l'industrie, même en Grande-Bretagne, et aujourd'hui, il n'est plus guère d'historien pour voir dans cette révolution le triomphe de la « bourgeoisie ». Sans doute nombre d'hommes de loi et de membres des classes moyennes y prirent-ils une part active, mais ces derniers étaient des parasites vivant aux dépens de la noblesse ou des assemblées régionales plutôt que des capitalistes avérés. En 1870, en plein âge d'or du capital si l'on en croit l'interprétation d'Hobsbawm, les principaux détenteurs du pouvoir restaient dans la plupart des sociétés les grands propriétaires fonciers et les aristocrates. Le XIX<sup>e</sup> siècle finissant peut sans doute être défini comme « l'ère du capital », mais même cette période ne saurait être « réduite » à cela. Ce fut aussi l'ère des nobles, des propriétaires fonciers et des prêtres et, dans la plus grande partie du monde, celle des paysans.

En réaction à ces problèmes, il s'est trouvé vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle, un certain nombre d'historiens pour attribuer à l'État et à la « gouvernance », en particulier à l'État de type occidental élevé au rang de catégorie-clef, le rôle de « moteur » principal dans leur dramaturgie historique. Mais cela ne contribue pas vraiment à résoudre le problème. Le devenir de l'État moderne entretient de toute évidence à un certain niveau un lien de cause à effet avec les grands changements économiques de l'époque, même s'il n'est pas déterminé par eux mécaniquement. En outre, mettre l'accent sur le développement de l'État et de la gouvernance au sens le plus large continue de laisser sans réponse cette question sous-jacente : pourquoi, en fait, l'État moderne s'est-il développé tout court ? L'énigme devient encore plus difficile à résoudre si l'on veut bien se souvenir que les États-Unis, qui étaient l'incarnation du projet politique le plus novateur de l'époque, avaient à peine commencé à s'industrialiser avant les années 1830, et que leur naissance et leur structuration avaient été le résultat d'une révolution *contre* l'État européen qui les maintenait sous sa domination.

L'objectif central de ce livre n'est pas de s'attaquer à cette question des causalités fondamentales. Il part toutefois de l'idée selon laquelle toute histoire du monde nécessite que l'on postule l'existence d'un réseau d'interactions plus complexe entre les formes d'organisation politique, les idées politiques et l'activité économique. L'économie garde certainement un rôle essentiel dans une telle approche. Les formes d'intensification locale de l'activité économique constituèrent en effet des moteurs importants du changement avant même que l'industrialisation ne soit intervenue à grande échelle.

Le chapitre 2 avance l'idée que le concept de « révolution industrielle » développé par le spécialiste d'histoire économique Jan de Vries peut utilement être élargi pour détecter de nombreuses formes d'intensification de l'activité économique intervenues depuis 1650 au moins. Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, des « révolutions industrielles » œuvrèrent constamment à la réorganisation du monde dans tout un ensemble de lieux différents. On fit travailler davantage les capitaux et la main-

d'œuvre depuis le sud de la Chine jusqu'au Massachusetts. De petites innovations technologiques s'accompagnèrent de modifications dans la distribution des marchandises et dans les habitudes matérielles des gens. Des familles de paysans devinrent des familles d'agriculteurs prospères. Les petits boutiquiers devinrent autant de bourgeois dans les villes d'Amsterdam, Fez ou Malacca. Tous aspiraient à une nourriture et à des vêtements de meilleure qualité, à davantage de prestige et à un meilleur statut social.

Pourtant, souligner l'importance des « révolutions industrielles » comme le fait ce livre, ne revient pas à donner la priorité en matière de causalité historique à un autre type de moteur économique. Car les « révolutions industrielles » ne furent pas uniquement un changement brutal dans la distribution des forces matérielles. Elles apportèrent aussi un changement au niveau du « discours », pour utiliser le vocabulaire d'aujourd'hui. Les horizons du désir changèrent pour les hommes et les femmes, car l'information concernant les idéaux et les styles de vie des groupes dirigeants circulait déjà plus rapidement.

Les « classes moyennes » voulaient imiter les modes de consommation en usage à la cour royale, cette dernière donnant désormais d'elle-même une représentation plus positive et plus convaincante. Ce fut cet ensemble d'évolutions conceptuelles qui conféra davantage de pouvoir aux boutiquiers, qui créa des demandes nouvelles de main-d'œuvre, et poussa certains marchands à traverser les océans à la recherche de produits de luxe. En retour, des États nouveaux, plus agressifs, en particulier en Europe occidentale, profitèrent de ces changements pour nouer des liens entre les différentes « révolutions industrielles » à travers le monde en armant des compagnies maritimes de monopoles. L'introduction de l'esclavage dans la zone caraïbe constitua un cas ultime et forcé de « révolution industrielle ».

Ces changements économiques et sociaux furent inégaux et déstabilisants. Ils créèrent des différences entre groupes et entre sociétés différentes. Ils suscitèrent un appétit de richesse, puis l'envie et le dégoût des voisins. Ils entraînaient des guerres par-delà les mers, des inégalités devant l'impôt, des désordres sociaux et la remise en cause des autorités établies, qu'elles soient royales ou religieuses. Le bouleversement fut planétaire. Les philosophes français et les maîtres ès religion en Arabie centrale ressentirent de la même manière l'impact de ces relations nouvelles et les turbulences auxquelles elles donnèrent naissance.

C'est dans ce contexte que nombre de conflits localisés échappèrent à tout contrôle à travers le monde entre 1720 et 1820, et plus particulièrement après 1780. L'agressivité de l'État qui était né en France de la Révolution lui valut beaucoup d'ennemis féroces. Les États européens, leurs appendices coloniaux, et les États non européens adjacents, en particulier l'Empire ottoman, l'Empire de Chine et le Japon des Tokugawa se trouvèrent dans l'obligation de réviser à la hausse leurs ambitions. Les dirigeants de ces États durent revoir et adapter leurs idéologies. Ils furent contraints de s'implanter en profondeur dans des sphères de la société qui jusque-là avaient préservé leur autonomie.

Les changements politiques et idéologiques de l'ère révolutionnaire eurent de ce fait une dimension « catastrophique », au sens où ils ne pouvaient pas être prédits ou expliqués simplement sur la base des contradictions et des conflits propres à l'Ancien Régime, ni même, en dernière analyse, par le seul développement du capitalisme. Désormais mû par des idées nouvelles généralisées par la crise, l'État se mit à souffrir d'une sorte d'éléphantiasis. Les élites bataillèrent pratiquement tout au long des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle avec les problèmes d'ordre et de légitimité qui en résultaient. Les conflits idéologiques et politiques avaient en fait atteint une dimension mondiale *avant même* que l'économie se soit uniformisée dans la plus grande partie du monde. Le développement du capital ne fut donc pas une force en soi. Il se généralisa à l'intérieur d'une sorte d'écosystème social qui s'était déjà créé du fait d'une aspiration accrue au pouvoir, à la propriété, à la justice, ou à la sainteté.

Ce fut, en fait, seulement après 1840 que le mouvement, encore localisé mais désormais irrésistible, vers l'industrialisation commença à « faire des dégâts » à l'échelle planétaire. Cela survint au moment où une autre série de crises ébranlait l'ordre mondial : révolutions de 1848 en Europe, rébellions de masse en Asie, guerre de Sécession en Amérique. Les groupes dirigeants s'affairèrent à stabiliser l'ordre social par la promotion de l'industrialisation, ou du moins en en créant les conditions. L'industrialisation apporta à l'État des ressources nouvelles et de nouvelles armes pour ses soldats. En 1870, l'ère du capital était bel et bien devenue une réalité, conformément aux conclusions d'Hobsbawm. Mais pour acquérir un statut social et accéder à la respectabilité, les hommes du capital restaient dans l'obligation de rétrocéder une partie de leur influence aux rois, aux aristocrates, aux propriétaires fonciers et aux bureaucrates qui peuplaient les administrations de ces nouveaux États-nations inflexibles. L'ère du capital constitua par conséquent aussi une période durant laquelle perdurèrent les hiérarchies traditionnelles, et durant laquelle la religion se fit plus pressante et plus exigeante, ainsi que les chapitres 9 et 11 s'efforceront de le montrer.

En termes très généraux donc, les développements historiques paraissent avoir été déterminés par un parallélogramme complexe de forces incluant les changements économiques, les constructions idéologiques et les mécanismes étatiques. Les développements au sein de l'économie mondiale ne semblent pas à proprement parler avoir « précédé » ceux qui intervinrent dans les structures idéologiques et politiques. Ces champs s'interpénétraient et ils s'influencèrent mutuellement à des degrés variables et à des moments différents. Il y eut ainsi des périodes où l'État et les mythologies qui se créèrent autour de lui constituèrent autant d'agents du changement historique. Il y eut des périodes de flux et de fluidité, comme par exemple entre 1815 et 1850. Encore une fois, il y eut de fait des périodes durant lesquelles des restructurations économiques significatives intervinrent de manière cumulative pour déterminer les orientations du mode de gouvernement et son idéologie. Et de la même manière qu'il se produisit des changements avec le temps, l'équilibre entre ces différents éléments s'établit différemment d'une société à l'autre à travers les continents.

*Deuxième problème : l'histoire mondialisée et le post-modernisme*

Un deuxième problème se pose quand il s'agit d'écrire l'histoire du monde, qui découle de la récente notoriété acquise par des historiens qui ne réfléchissent pas du tout en se plaçant dans cette optique, et qui ont tendance à rejeter toutes les « grandes fresques » centrées sur le capital, l'État ou même les changements idéologiques. À compter de 1980, un certain nombre d'historiens ont été influencés par une école de pensée qui a été qualifiée de postmoderne<sup>15</sup> ou de postcoloniale. Les adeptes de cette approche sont souvent hostiles aux approches comparatives élargies, à ce qu'ils appellent les métarécits, lesquels, selon eux, sont complices du capitalisme et de l'impérialisme qu'ils s'essaient à décrire. Les travaux sur l'État et sur le capital, dont il a été question plus haut, constituent autant de cibles pour les critiques de ces mêmes auteurs. En guise d'alternative, les auteurs qui se placent dans cette perspective tentent de redonner vie aux points de vue « décalés » des hommes et des femmes tenus à l'écart du pouvoir. Ces personnes privées de tout pouvoir sont considérées comme ayant été asservies par des capitalistes américains et européens de sexe masculin, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui ont rédigé à l'époque les discours politiques et les comptes-rendus gouvernementaux. Par voie de conséquence, leur voix a systématiquement été ignorée dans ces grandes fresques rédigées par les historiens pour retracer l'histoire du monde.

Le tournant postmoderniste qui a affecté certains travaux historiques a de ce fait soulevé de réels problèmes. La « mondialisation » étant devenue le concept le plus en vue du moment, la demande émanant des milieux universitaires et du grand public d'une histoire qui prenne en compte le monde dans son ensemble paraît s'être énormément accrue. Il n'empêche que certaines des hypothèses sur lesquelles s'appuie toute histoire du monde ont été soumises à une critique radicale par les postmodernistes, au motif qu'elles font de l'expérience humaine quelque chose d'homogène et qu'elles « balayaient » hors de l'histoire « les peuples privés de pouvoir ».

Il n'y a aucune raison justifiant que toutes les sciences humaines adoptent la même méthodologie. Ce genre de controverse peut se révéler tout à fait constructif. L'histoire a toujours quelque chose à y gagner dès lors que l'on trouve sur un seul et même rayonnement des manières différentes d'écrire la même histoire, et dès lors que des questions du type : « que s'est-il passé ? » se voient opposer des questions comme : « qui l'a dit ? » ou « qu'est-ce que cela signifiait ? ». Cela fut vrai dans les années 1970-1980, quand une école marxiste alors influente se trouva remise en cause par des historiens néo-conservateurs en Europe et en Amérique du Nord. Pourtant une chose est claire. Même quand ils décrivent l'expérience spécifique des pauvres, des femmes asservies ou des « autochtones », les historiens postmodernes ou postcoloniaux font constamment référence à l'État, à la religion, au colonialisme, c'est-à-dire à des phénomènes très généraux, et tenus pour tels dans leurs propres écrits.

Par conséquent, les travaux postmodernes passent généralement sous silence le « métarécit » spécifique qui leur est sous-jacent, lequel est politique et moralisateur

tant par ses origines que dans ses implications. Ainsi, nombre de ces travaux semblent partir de l'idée qu'une évolution vers un monde meilleur aurait pu se dessiner si des moteurs historiques générateurs de phénomènes de domination tels que l'État unificateur, le patriarcat, ou même le rationalisme des Lumières occidentales n'avaient pas été aussi puissants.

Toute histoire donc, même celle des « fragments », est une histoire qui s'inscrit implicitement dans l'universel. Écrire l'histoire du monde peut par conséquent aider à mettre en lumière tout un ensemble de métarécits cachés. Comprendre pourquoi les choses changent a toujours constitué aux yeux des historiens une question essentielle. Pour cette raison, il reste important de prendre en considération les ressources et les stratégies, ainsi que les affrontements des groupes dominants et de leurs alliés dans une perspective historique mondiale, tout comme il est important de retrouver les jalons de l'expérience vécue par les peuples privés d'histoire<sup>16</sup>.

Cela ne revient pas à prétendre que les histoires et les vies des individus et des groupes restés à l'écart des centres où s'écrit l'histoire sont sans importance. Tout ce qui est marginal a toujours été utile pour construire de grandes fresques, son contraire l'étant par ailleurs tout autant. Avant le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en particulier, il arriva fréquemment que des gens jusqu'alors « en marge » se retrouvent dans une position historiquement centrale. Des nomades et des guerriers tribaux devinrent des généraux d'empire. Des barbiers-chirurgiens devinrent de grands scientifiques. Des danseuses devinrent reine. Il était alors facile pour les individus de traverser les frontières souvent flexibles de statut et de nationalité. Historiquement, l'avenir restait ouvert. S'en tenir à mettre l'accent sur l'essor du capitalisme, de l'État moderne ou sur le concept de nation, reviendrait à coup sûr à cacher et à exclure une grande partie de ce qui est intéressant en matière de changement historique. Il est pourtant difficile de nier, et rares sont d'ailleurs ceux qui s'y risquent y compris parmi les historiens post-modernes, à quel point le poids de la tendance à l'uniformisation durant le « long » dix-neuvième siècle a été important.

Bien sûr, en 1914, les éléments hétérodoxes, transgressifs, ou flexibles restaient partout bien visibles. Le triomphe de la chrétienté moderne fut défié par la floraison de spiritualismes et de cultes ésotériques des guérisseurs, même au cœur de l'Europe. L'essor de l'islam orthodoxe fut confronté au défi d'une ambiguïté envahissante, qui laissait aux hindous, aux bouddhistes, et aux guérisseurs tribaux d'Afrique, la latitude de se mêler aux musulmans pratiquants dans leurs lieux saints. Les nouveaux centres de pouvoir se multiplièrent, à commencer par les puissantes phalanges du mouvement ouvrier organisé, remettant en cause la suprématie de l'État moderne et du nationalisme. Néanmoins, ces manifestations imprévisibles et non normalisées de l'action et de la pensée humaines furent de plus en plus affectées par les formes générales prises par la « gouvernance ». Elles furent influencées par les idées communément acceptées au sujet de la nation et du fonctionnement du marché international des capitaux. Voyants et spiritualistes s'approprièrent l'usage de l'imprimerie, tandis que les tenants du mouvement ouvrier organisé géraient leurs comptes en banque et tenaient à jour leurs minutes ou leurs mémorandums de

la même manière que le faisaient les grandes entreprises. Ce livre rejette par conséquent l'idée qu'il puisse exister une contradiction quelconque entre l'étude des fragments de société ou des exclus du pouvoir d'une part, et celle des grands processus par lesquels la modernité s'est construite de l'autre.

*Troisième problème : l'énigme toujours non résolue de la « modernité »*

Le moment est maintenant arrivé de s'attaquer à la question de la « modernité », un mot utilisé dans le titre même de ce livre et par toutes les branches de la science humaine contemporaine. Dans les années 1950 et 1960, S. N. Eisenstadt<sup>17</sup> et d'autres ont utilisé ce mot pour désigner un ensemble d'évolutions à l'échelle planétaire qui se sont combinées pour amener l'organisation des sociétés et la vie des hommes et des femmes à faire un pas en avant, et c'est ce changement qu'ils ont baptisé « modernité ». Les changements qu'ils ont repérés et décrits ont affecté différents domaines de la vie des hommes et des femmes. Cela inclut le remplacement des familles nombreuses et élargies par des familles mononucléaires de taille réduite, un changement souvent associé à l'urbanisation. Cela comprend l'industrialisation, la notion de droits politiques individuels et la laïcité, le recul supposé des mentalités religieuses. À bien des égards, leur modèle s'appuyait sur les travaux fondamentaux du sociologue allemand Max Weber, qui avaient paru une cinquantaine d'années auparavant.

Bien qu'insistant sur le rôle autonome des évolutions idéologiques dans sa théorie, Max Weber avait lui-même toujours en tête les idées de Karl Marx. Il en résulte que la chronologie de la période définie par Eisenstadt et quelques autres historiens libéraux gardait de nombreuses convergences avec celle des auteurs marxistes. Tous inclinaient à dater du XVI<sup>e</sup> siècle les origines de la modernité, mais tous situaient sa phase cruciale au XIX<sup>e</sup> siècle. Tous penchaient pour attribuer à l'Occident le rôle privilégié de source des changements à l'échelle du monde, et pour considérer les pays non européens comme autant de bénéficiaires de ces changements qui pourraient à terme « rattraper » leur retard.

Dès 1980, les « théoriciens de la modernisation » de l'après-guerre se retrouvèrent exposés aux critiques de groupes qui étaient en désaccord entre eux. Les démographes regardaient d'un œil circonspect cette idée d'un passage d'une famille étendue à une famille mononucléaire. Les spécialistes d'histoire économique commençaient à douter que l'histoire des sociétés humaines doive « nécessairement » inclure une phase d'industrialisation. Les sociologues prenaient argument de la révolution islamique iranienne de 1979 ou des progrès continus enregistrés par les évangélistes chrétiens aux États-Unis pour remettre en cause l'idée d'un triomphe de la sécularisation. Après 1980, les chercheurs se mirent à parler de « modernités multiples », impliquant par là même que la modernité avait pu être quelque chose de très différent en Occident et, par exemple, au Sénégal ou en Indonésie.

Ce faisant, ils rejoignaient le raisonnement de ces responsables politiques et de ces intellectuels qui, en Allemagne, en Russie ou en Chine, avaient dès le

XIX<sup>e</sup> siècle prôné « la modernité à notre façon ». En cette première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, la question n'est toujours pas éclaircie. Le philosophe postmoderniste Bruno Latour a pu prétendre que « nous n'avons jamais été modernes », en soulignant les résiliences de sensibilité, d'émotion, d'appréhension de la magie, qui contredisent l'idée que le sujet individuel bourgeois demeure dominant. Dans le même temps, d'autres théoriciens sociaux, en particulier Ernest Gellner<sup>18</sup>, Alan Macfarlane<sup>19</sup> et David Landes<sup>20</sup>, ont résolument insisté sur le caractère bien réel de cette « énigme de la modernité » conçue comme un pas en avant accompli une fois pour toutes par l'humanité.

En premier lieu, on acceptera dans ce livre l'idée qu'une dimension essentielle de la modernité tient à la conviction que l'on est moderne. La modernité est une aspiration à être « en phase avec son époque ». Elle a pris la forme d'un processus d'émulation et d'emprunt. Il semble difficile de nier que, entre 1780 et 1914, un nombre croissant de gens aient décidé qu'ils étaient modernes, ou qu'ils vivaient dans un monde moderne, que cela leur plaise ou non. Les philosophes français et écossais du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient convaincus qu'une bonne part de la pensée humaine développée pouvait sans dommage être mise au rancart. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les icônes de la modernisation technologique partout présentes – l'automobile, l'avion, le téléphone – vinrent conférer à cette idée une dimension dramatique.

En 1900, nombreux étaient ceux qui, parmi les élites africaines ou asiatiques, en étaient arrivés à la conclusion que l'époque était à l'érosion des coutumes, des traditions, du patriarcat, des religions à l'ancienne et des communautés, et qu'il était nécessaire que ce mouvement soit poussé encore plus loin. À l'inverse, il se trouvait une minorité de penseurs qui commençaient à déplorer ces évolutions, tout en étant également persuadés du caractère inéluctable de la modernisation.

À un certain niveau donc, le XIX<sup>e</sup> siècle fut celui de la modernité précisément parce qu'un nombre très important de penseurs, d'hommes d'État, de scientifiques garants de l'ordonnement des sociétés pensaient qu'il en était ainsi. Ce fut aussi l'ère de la modernité parce que les peuples pauvres et asservis du monde entier pensèrent qu'ils pouvaient améliorer leur situation et leurs perspectives d'avenir en adoptant les signes extérieurs de cette modernité mythique, qu'il s'agisse de la montre de gousset, du parapluie ou des nouveaux textes sacrés.

Dire cela n'implique pas que les gens n'avaient jamais eu conscience de vivre des changements appelés à marquer l'histoire de l'humanité avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Tel avait bien été le cas, mais en général ils avaient décrit et lu ces changements en en donnant deux types d'explications, lesquelles n'impliquaient pas la même sorte de pas en avant dans l'histoire séculière de l'humanité, notion essentielle dans l'idée même de modernité. Ces analystes d'antan avaient généralement interprété les changements survenus dans les sociétés humaines comme autant de formes de « rénovation ». Les érudits de la Renaissance européenne, par exemple, étaient convaincus d'être les acteurs d'un retour aux enseignements inattaquables hérités de l'Antiquité classique, et ce alors même qu'ils étaient en train de transformer la manière dont les gens appréhendaient l'histoire en diffusant leurs idées par l'inter-



médiaire de ce nouveau média que constituait l'imprimerie. De la même façon, les érudits chinois du XVIII<sup>e</sup> siècle croyaient faire retour au monde pieux et savant des dynasties antérieures sous l'égide de la dynastie contemporaine des Qing, alors même que cette dynastie exerçait un pouvoir beaucoup plus étroit que les monarchies qui l'avaient précédée.

La deuxième façon d'appréhender les changements importants survenus dans l'histoire de l'humanité fut le recours au millénarisme. Les gens croyaient alors que d'une manière ou d'une autre, le supranaturel ou le divin s'étaient « infiltrés » dans l'histoire, provoquant l'avènement d'une ère nouvelle de religiosité, de vertu, ou de prophétie. Là aussi, cette approche différait de l'idée d'une évolution séculière vers la modernité qui obséda nombre de penseurs ou d'hommes d'État après 1760. Ces deux formes traditionnelles de pensée perdurèrent jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, colorant la notion de modernité.

En vérité, un des aspects les plus surprenants de cette période est la manière dont ces sensibilités s'additionnèrent. Ainsi, par exemple, le marxisme scientifique et moderniste conservait en lui comme un arrière-goût de l'idée de restauration d'un paradis sur terre. De même, des dirigeants aussi résolument millénaristes et armés d'une idéologie à l'ancienne que l'étaient ceux de la rébellion des Taiping, qui survint au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en Chine, s'efforcèrent de s'emparer des canonniers et des lignes télégraphiques, parce qu'elles constituaient des symboles de modernité tout autant que des outils pratiques. L'aspiration à la modernité était donc bien quelque chose de neuf.

Pourtant, les historiens ne sauraient accepter que l'on dise que quelque chose fut une réalité simplement parce que les gens d'alors pensaient que tel était le cas. Jusqu'à quel point peut-on identifier, « quelque part » par-delà les discours, les idéologies et les textes publics, des tendances politiques, sociales, économiques confortant l'impression que quelque chose qui pourrait être identifié comme étant la « modernité » était en train de naître durant cette même période ? Ce livre défend l'idée que les changements survenus à cette époque furent si rapides, et interagirent si profondément les uns avec les autres, que cette période peut en bonne logique être décrite comme celle de la « naissance du monde moderne ». Cette expression recouvre l'essor de l'État-nation, une centralisation exigeante du pouvoir ou une loyauté à base de solidarité ethnique, en même temps qu'un développement considérable des liens économiques et intellectuels à l'échelle planétaire. L'essor de l'industrialisation et un nouveau style de vie urbaine amplifièrent ces changements profonds. La confluence de toutes ces tendances indique effectivement qu'un degré avait été franchi dans l'organisation des sociétés humaines. La modernité, donc, ne fut pas seulement un processus, mais aussi un *moment* qui débuta à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui s'est prolongé jusqu'à aujourd'hui sous des formes diverses.

Si tel est le cas, où cette modernité a-t-elle pris naissance ? Les penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle ont souvent émis l'idée que les sociétés évoluent pour se transformer en organismes plus complexes, un peu à l'image des créatures vivantes. Les sociétés

les plus complexes, en l'occurrence les sociétés occidentales, ont, dans ces conditions, survécu parce qu'elles étaient les plus « aptes ».

Ce livre accepte l'idée que certaines de ces sociétés occidentales ont su préserver à moyen terme des avantages compétitifs grâce à la manière dont elles faisaient des affaires ou la guerre, ou encore dont elles débattaient publiquement des questions politiques. De tels avantages n'étaient toutefois pas intrinsèques. Ils se révélèrent contingents, interactifs et ne durèrent généralement que peu de temps. Les sociétés et les États situés en dehors de l'Europe adoptèrent rapidement ces nouvelles formes d'action sociale et politique. Cet ouvrage relativise donc la « révolution de la modernité » en montrant que des idéologies ou des agents divers en ont été les moteurs de par le monde, sous des formes différentes et à des moments différents. Les entreprises familiales chinoises à l'ancienne ont joué dans le développement du commerce mondial dans les mers de Chine et du Sud-Est asiatique un rôle tout aussi important que les gentlemen capitalistes de Hambourg ou de New York.

En Afrique de l'Ouest, les maîtres musulmans parlant du temps du Prophète furent autant d'agents qui imposèrent régionalement une forme de gouvernement basé sur la loi et les textes écrits. La transition vers la modernité intervint sans doute un peu plus tôt, et sans doute au départ avec une plus grande vigueur en Europe occidentale et dans ses colonies nord-américaines. Avant 1914, dans la plupart des régions du monde, les habitants en étaient encore à se débattre de manières très différentes avec cette modernité ordinaire, sans pour autant imiter purement et simplement l'Occident. Durant un temps, l'Occident eut une fonction d'exemple et de régulation de la modernité. Mais au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres exemples et d'autres régulateurs étaient apparus partout dans le monde, au premier rang desquels figurait la forme de modernité très particulière adoptée par le Japon.

Durant les cent quarante années couvertes par ce livre, les sociétés devinrent plus uniformes partout dans le monde. Des processus comparables de changement s'étaient certes développés depuis des millénaires. La propagation des religions universelles avait eu des conséquences significatives en termes d'uniformisation, particulièrement en ce qui concerne certains usages relatifs au corps. Après 1750 environ, l'échelle des aspirations et de formes d'organisation sociale s'élargit considérablement en l'espace de peut-être deux générations. Des communications plus rapides, des systèmes politiques plus étendus, des idéologies civilisatrices plus ambitieuses, constituèrent autant de moteurs poussant au changement, en Occident et en dehors de l'Occident.

Dans le même temps, les sociétés connurent une complexité et une stratification croissantes au plan intérieur. Les écarts de fortune et de pouvoir entre les différentes sociétés devinrent plus frappants. C'est ce phénomène que des gens issus de sociétés différentes ont interprété de manière souvent très différente, comme étant la « modernité ». Ces affirmations très générales constituent le point de départ d'une histoire analytique qui tente de faire des rapprochements entre les changements politiques, culturels et économiques, et de montrer comment ils ont influé les uns sur les autres, sans pour autant accorder à l'un d'entre eux un caractère décisif.

*Se conformer aux normes : les usages relatifs au corps*

Le présent chapitre aborde à titre d'exemple la question de l'uniformisation au sens évident de manière de se vêtir et de se conduire. Bien entendu, les gens peuvent penser et croire en des choses totalement différentes, même s'ils s'habillent et se conduisent de manière semblable. Mais à tout le moins, l'uniformisation croissante survenue dans cette sphère précise atteste du puissant besoin qu'éprouvaient les gens de donner publiquement d'eux-mêmes une représentation analogue. En 1780, les hommes les plus puissants partout dans le monde portaient des tenues variant considérablement, depuis les robes des mandarins chinois jusqu'à la nudité rituelle du Pacifique et de certaines parties de l'Afrique, en passant par les habits brodés des Français. En 1914, indépendamment du lieu où ils résidaient, les hommes jouant un rôle important dans les affaires publiques étaient sans cesse plus nombreux à s'habiller à l'occidentale. Les nationalistes chinois et les dirigeants du nouveau Japon portaient le haut-de-forme et la jaquette, tenue qui s'était généralisée au moment du réveil chrétien évangéliste en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cette sobriété était l'expression d'une certaine retenue et d'une certaine auto-discipline, par opposition à la luxueuse complexité des vêtements des hommes appartenant à la vieille aristocratie ou des femmes de l'époque. Cela s'accompagna de l'abandon de certaines pratiques telles que le duel ou les banquets de débauche. Il est également important de noter que ce changement ne se manifesta pas seulement à travers l'adoption ostensible des vêtements « occidentaux », mais aussi par la diffusion de formes analogues d'uniformisation de certaines tenues non occidentales ou hybrides. En Chine et au Japon, des mouvements prônant la réforme des tenues vestimentaires s'efforcèrent de diffuser des modèles qui encourageaient la tenue et le port de robes et de kimonos. Là encore, une uniformisation croissante dans les différentes manières de s'habiller s'accompagna d'efforts visant à décourager toute forme d'attitude érotique ou transgressive. Les réformateurs indiens, par exemple, s'efforcèrent d'empêcher la population de chanter des chansons libertines en public durant les fêtes du Holi.

Cette uniformisation prit bien entendu des formes subtilement modulées, car pour toutes sortes de raisons, les gens continuaient de souhaiter marquer leur différence. Uniformisation ne signifie pas homogénéisation. Les portraits des chefs maoris de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui nous contemplent depuis les murs de la National Gallery d'Auckland (Nouvelle-Zélande), font étalage de leurs tatouages rituels alors même que certains d'entre eux portent un habit noir et un nœud papillon blanc. Les photographies d'époque du grand chef de guerre des Indiens d'Amérique du Nord, Geronimo (Goyathlay), nous le montrent tantôt vêtu d'un complet veston, tantôt posant spécialement, fusil en mains, habillé en guerrier. Durant ses dernières années, il gagnait sa vie en vendant et en dédicçant ce type de photos<sup>21</sup>.

Les tenues de guerre évoluèrent elles aussi pour adopter, avec des variations locales, un style plus uniforme. Les armures rembourrées et les casques en métal

des samourais, des janissaires affectés à la garde des palais ottomans, ou des cuirassiers à cheval autrichiens laissèrent un peu partout la place à des tenues moins voyantes, mais mieux adaptées. Les vêtements de cette couleur brunâtre que l'armée des Indes britanniques désigna sous l'appellation de kaki furent, de ce point de vue, tout à fait typiques ; ils avaient constitué pour les soldats britanniques une forme de protection contre les balles des tireurs d'élite durant la guerre des Boers en Afrique du Sud entre 1899 et 1902. Dans le même temps, les tenues soi-disant traditionnelles des hommes appartenant aux élites locales commençaient elles aussi à s'uniformiser. En Égypte, en Algérie ou en Malaisie, tous les réformateurs portaient le fez ottoman. Ce dernier constituait une variante adaptée du chapeau porté en Occident. Tout en restant conforme à la pratique des prières islamiques, il était fait d'une seule pièce, ce qui affranchissait ces hommes de l'exercice ennuyeux consistant à mettre en place leur turban traditionnel.

La tendance poussant à l'uniformisation des tenues vestimentaires fut moins visible chez les ouvriers, chez les paysans et chez tous ceux qui appartenaient aux classes subalternes. L'étude menée par l'historien Richard Cobb sur les indigents décédés à Paris au temps de la Révolution<sup>22</sup> a montré qu'ils se vêtaient de chiffons et de haillons renvoyant à différents styles et à différentes époques, de vêtements donnés et savamment rapiécés. En 1900, la grande majorité des pauvres ne pouvait toujours pas se permettre mieux. Et pourtant les conditions de fabrication et l'influence des mouvements de réforme sociaux et religieux avaient eu pour résultat que les hommes avaient commencé à s'habiller de manière de plus en plus semblable dans les lieux publics, sans distinction de région ou de culture. Chaussures de cuir, casquette de toile, chemises et pantalons avaient commencé à se substituer à tout l'assortiment de robes, de *dhotis*<sup>\*</sup>, de pyjamas, de kimonos et de blouses qui avaient prévalu jusqu'en 1780.

Des marqueurs uniformes attestant du statut d'ouvrier s'appliquaient désormais aux travailleurs d'Afrique comme aux ouvriers indiens des mines d'Amérique du Sud. À l'inverse, dans certaines parties du monde, en particulier dans le Pacifique et en Afrique, les colons et les administrateurs coloniaux avaient délibérément choisi de bien marquer l'infériorité des populations non blanches, tant du point de vue racial que du point de vue de leur statut civique, en insistant pour qu'elles conservent leurs « tenues indigènes ». Les fonctionnaires britanniques du Nyassaland s'opposaient par exemple à ce que les Africains portent des chaussures. Mais de telles obligations légales faisaient fi en elles-mêmes des ressources propres aux coutumes vestimentaires anciennes en imposant leur forme propre d'uniformité servile.

Les vêtements des femmes appartenant aux élites n'avaient pas encore connu un degré de convergence aussi marqué. Nombre de réformateurs se firent les avocats du port par leurs épouses de modèles inspirés des robes traditionnelles, plutôt que du style occidental. Résultant à la fois d'un processus positif et d'aspirations néfastes, la modernisation était considérée comme étant davantage de circonstance pour les

\* Drapé indien composé d'une seule pièce de tissu et ceint à la taille (ndt).

hommes que pour les femmes. Dans beaucoup de sociétés, les femmes étaient censées se cantonner dans une sphère domestique probablement bien plus rigoureusement séparée du monde et des affaires des hommes qu'elle ne l'avait été en 1780. La notion de sphère domestique était en soi le produit d'une formidable uniformisation. Les vêtements des femmes demeuraient une sorte d'ornement peu fonctionnel. De ce point de vue, cette pratique qui consistait à bander les pieds des Chinoises n'était pas sans rappeler l'utilisation des guépîères et des corsets en Europe. Pourtant, pour les femmes aussi la tendance était à l'uniformisation.

En 1780, la modestie exigeait de nombreuses femmes à travers le monde, du Bengale aux Îles Fidji, qu'elles gardent les seins nus. En 1914, les missionnaires chrétiens et les réformateurs des mœurs indigènes avaient fait en sorte qu'une poitrine nue soit considérée comme indécente. Cela constitua en soi une formidable inversion dans le processus déterminant les usages relatifs au corps. Dans le monde musulman, la *burqa* islamique, recouvrant totalement le corps des femmes, connut une popularité croissante. Souvent considérée, à tort, par les Occidentaux d'aujourd'hui comme une forme d'obscurantisme médiéval, la *burqa* fut en réalité la forme moderne que dut prendre leur vêtement pour permettre aux femmes de sortir de leur réclusion domestique forcée et de jouer un rôle, même limité, dans les affaires publiques ou commerciales. Jusque dans cette insistance sur la tradition, on peut ainsi discerner la marque d'une convergence croissante à l'échelle de la planète.

Cette tendance à l'uniformisation fut en partie le fruit de la mode et de la publicité. L'essor des manufactures et le développement du commerce maritime de l'Europe et de l'Amérique du Nord contribuèrent à la diffusion de styles communs. Mais l'action de l'État et de ses rouages<sup>23</sup>, ainsi qu'une aspiration générale à la modernité furent sans doute tout aussi importantes que ces impératifs économiques. L'uniformisation prit en compte un changement intellectuel dans les aspirations des personnes, tout autant qu'un essor des industries et des empires.

Au Japon, afin d'affirmer sa place au sein du concert des nations impérialistes modernes, le nouveau régime Meiji ordonna en 1894 à ses fonctionnaires de venir travailler habillés à l'occidentale. Même au sein d'une société aussi librement gouvernée que les États-Unis d'Amérique, la diffusion de la notion de respectabilité tout autant que les règles s'appliquant aux juridictions locales, amenèrent progressivement des juges vénérables à siéger vêtus comme des gentlemen. L'uniformisation des tenues dénotait un affichage à destination des milieux extérieurs aux procédures bureaucratiques, et une intériorisation de la notion de fiabilité et de respectabilité.

Cette uniformisation croissante ne suscita pourtant pas une approbation unanime. Être controversé et critiqué était inhérent à l'essence même de ce processus. Les Occidentaux se gaussèrent des « indigènes » qui les imitaient<sup>24</sup>, tandis que les tenants de tous les différents nationalismes culturels critiquaient cette imitation servile des étrangers. Dans les années 1880, un musulman ottoman conservateur formulait ainsi ses objections :

L'idée fallacieuse voulant que tout ce qu'on a vu en Europe doit être imité ici est devenue une tradition politique. Par exemple, par l'adoption simultanée d'uniformes russes, de fusils belges, de couvre-chefs turcs, de selles hongroises, d'épées anglaises et d'exercices militaires français, nous avons créé une armée qui n'est qu'une parodie grotesque de ce qui se fait en Europe<sup>25</sup>.

Encore aurait-il pu ajouter que l'accessoire vestimentaire le plus représentatif aux yeux du monde entier, le fez, continua paradoxalement d'être fabriqué en Autriche jusqu'à ce qu'un mouvement de boycott lancé en 1908 eut permis que soit relancée en Syrie la fabrication de couvre-chefs en poils de chameaux<sup>26</sup>.

Le corps est un endroit où les anthropologues et les historiens sociaux peuvent repérer la trace de l'influence exercée par les États et des formes prises par la discipline sociale qui se transformèrent en normes planétaires au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>27</sup>. Avec l'uniformisation des tenues, une autre forme de discipline imposée au corps fut l'obligation de se conformer aux horaires. Dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et tout au long du XVIII<sup>e</sup>, la montre portable, dite de gousset, s'était répandue en Europe ainsi que dans les colonies européennes de peuplement. Les plantations à esclaves, où un si grand nombre de méthodes permettant de contrôler le travail furent brutalement inventées, étaient régies par une cloche qui sonnait en fonction de l'heure affichée par la montre du maître.

En 1750, les petits fermiers et les artisans qualifiés des treize colonies d'Amérique du Nord et des régions les plus riches de l'Europe, comme l'Angleterre, l'Allemagne septentrionale ou la Hollande, pouvaient déjà s'offrir une montre. De plus, l'heure indiquée un peu partout dans le monde par ces horloges et ces montres était en voie d'harmonisation. L'expansion de la Russie impériale en direction de la Sibérie, puis plus tard de la Chine septentrionale, nécessita une coordination des découpages précisant l'heure locale. À mesure qu'on avançait dans le XIX<sup>e</sup> siècle, l'astreinte à des horaires synchronisés dans les sociétés dépendantes extérieures à l'Europe devint toujours plus stricte.

Le développement du télégraphe électrique rendit possible l'adoption partout dans le monde d'une heure universelle, y compris dans des sociétés comme la Chine ou l'Inde, où existaient encore à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle des systèmes locaux de mesure du temps. En Inde ou dans les grandes villes de la côte chinoise, les notabilités locales, qui en d'autres temps auraient investi leur argent dans la construction de temples et de mosquées, se mirent à financer la construction d'immenses tours surmontées d'une horloge, afin d'uniformiser les horaires des bureaux et des bazars.

En 1900, les langues parlées par les hommes et les femmes, autre usage relatif au corps, commencèrent également à développer des similitudes. Les administrateurs occidentaux, les missionnaires, les éducateurs insistèrent pour que les langues soient ramenées à des règles faciles et transparentes, lesquelles se conformeraient, dans la mesure du possible au modèle des langues européennes. Il en alla de même avec les hommes d'État et les éducateurs locaux, qui souhaitaient disposer de leur propre langue nationale. La structure des phrases des langues communes aux Indiens -

l'hindi et l'ourdou par exemple – commença à se conformer à celle de la langue anglaise. Chaque langue hybride nouvellement formée, produit autant que reflet des migrations, de l'esclavage et de la mondialisation – créole, swahili, pidgin –, se retrouva dotée de ses propres manuels de grammaire et de ses règles.

En ces temps où l'homme public commençait partout dans le monde à se ménager son espace propre dans le domaine de la politique, de la religion ou de la science, il avait l'obligation de s'exprimer publiquement. Discours politiques et sermons prirent alors une forme similaire à Philadelphie et à Rome, mais aussi à Kyoto ou aux Îles Fidji. Les modèles de référence n'étaient pas seulement chrétiens ou occidentaux, mais également les sermons musulmans sur la vie du Prophète, et ceux sur la vie de Bouddha accessibles en lettres d'imprimerie standard.

On peut voir dans le choix des noms et prénoms des gens une autre conséquence de cette uniformisation planétaire. Les noms propres se standardisèrent à mesure que le matériel d'imprimerie et les changements culturels et religieux se répandaient au sein des sociétés, éliminant les différences entre des pratiques locales diversifiées en matière de noms. Le poids de l'État fut important, car ses administrateurs souhaitaient toujours plus pouvoir étiqueter et fichier les gens à des fins fiscales ou militaires. Mais ce n'était pas simplement une question de coercition ; les hommes et les femmes avaient besoin de pouvoir s'adresser à l'État sous ses différentes formes, pour accéder aux secours dispensés par la paroisse, à l'éducation, voire aux moyens de transport pour les émigrants.

Les croyances religieuses jouèrent également leur rôle. De plus en plus d'Indiens reçurent un nom correspondant aux diverses attributions du dieu Vishnou, en particulier à ses avatars ou à ses réincarnations, Ram et Krishna. Dans les sociétés islamisées d'Afrique et d'Asie, le nom propre du Prophète et celui de sa troisième épouse, Aïcha, furent de plus en plus fréquemment adoptés jusqu'à devenir une pratique religieuse normale, là encore sous l'impulsion des prédicateurs et des gouvernements. Les efforts de ces derniers furent stimulés par les contacts planétaires résultant des pèlerinages à La Mecque et à Médine.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les deux phénomènes générateurs de nivellement, l'esclavage et l'évangélisation chrétienne, attribuèrent à des millions d'Africains, d'Indiens d'Amérique ou d'habitants de la région Pacifique, un ensemble de prénoms désormais désignés en anglais sous le vocable de noms « chrétiens » (*christian names*), dont beaucoup étaient d'ailleurs d'origine juive. Dans le même temps, le bon fonctionnement du gouvernement et des tribunaux requérait que chacun ait un nom de famille standard qui lui soit propre à des fins officielles. Il en découla quelques anomalies. Cela entraîna par exemple que, dans les pays scandinaves, des centaines de milliers de gens reçurent le nom de Johanssen ou Christiansen, tandis que, en Birmanie, la pratique consistant à nommer les gens en fonction de leur jour de naissance fit qu'une proportion importante de la population reçut un nom correspondant à l'un des sept jours de la semaine dans le calendrier birman, ou à un nombre restreint de signes astrologiques.

La nourriture des gens dans les différentes parties du monde se standardisa. Un régime alimentaire à base de pain de seigle et de bœuf constituait déjà la norme pour les Anglais et les Allemands du Nord durant les premiers temps de l'ère moderne. Ce régime fut exporté vers les colonies britanniques d'Amérique, de Nouvelle-Zélande et d'Afrique du Sud. Les peuples indigènes entrés en contact avec les missionnaires, ou qui commençaient à s'installer dans les villes d'Europe, adoptèrent ce même régime propre à l'Europe du Nord-Ouest, en partie parce qu'il correspondait à ce que l'on pouvait effectivement se procurer sur le marché, et en partie parce qu'ils furent contraints par leurs nouveaux maîtres de se conformer aux normes édictées par eux.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque des gouvernements réformateurs accédèrent au pouvoir ou lorsque les élites occidentalisées acquirent davantage d'influence en Asie ou en Afrique, de nouvelles pressions s'exercèrent pour normaliser les pratiques alimentaires. Les Japonais se mirent à consommer du bœuf, ce que leurs croyances bouddhistes leur avaient jusqu'alors interdit de faire, d'où l'arrivée sur le marché du *sukiyaki*, ou ragoût de bœuf. Cela, pensait-on, fortifierait leur fibre raciale, et les aiderait à affronter l'impérialisme occidental. Le Mahatma Gandhi crut lui aussi durant une brève période, qu'un régime à base de viande redonnerait du tonus aux Indiens, que l'impérialisme et de mauvaises habitudes domestiques avaient rendus « effeminés ». Lui-même et ceux qui appartenaient à sa génération finirent par écarter cette idée. Néanmoins, les Indiens s'habituaient très vite à consommer des aliments comme les tomates, les pommes de terre et les piments, tous originaires du continent américain, et qui avaient été répandus dans le monde entier au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles par les navigateurs espagnols et portugais.

Ce dernier exemple constitue un rappel supplémentaire du fait qu'on ne saurait parler d'adoption unilatérale des habitudes alimentaires ou des usages relatifs aux corps propres aux Européens. La fondation des empires et le développement du commerce avaient créé des liens multilatéraux entre les différentes sociétés du monde, qui de ce fait tendaient vers une plus grande harmonisation. Les esclaves d'Amérique et des Caraïbes furent ainsi nourris de riz blanc importé d'Asie et habillés de cotonnades importées d'Inde. Les chefs africains témoignaient quant à eux un grand intérêt pour les tissus imprimés importés du même continent. Ce lien entre le commerce d'Asie et le système atlantique des plantations était le fruit de l'expansion européenne. Tisserands indiens et entrepreneurs africains jouèrent un rôle actif dans ce commerce à mesure que le temps passait.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'uniformisation s'exprima aussi dans le domaine nouveau des sports et des loisirs. Le caractère brouillon et parfaitement adapté de nombre de jeux d'origine ancienne avait laissé la place à un jeu ordonné, doté de règles, le plus souvent édictées par des organismes internationaux. Même la forme prise par des sports tels que le rugby, le football et le cricket, qui représentaient la quintessence des exportations britanniques dans le reste du monde, semble porter la marque de cette puissante volonté de discipliner les corps, une volonté tout aussi évidente sur les champs de bataille que dans les usines. Certains sports qui migrèrent d'Asie vers

L'Occident, comme le hockey ou le polo, perdirent eux aussi leur aspect de mêlée sympathique pour devenir autant de compétitions soumises à des règles. À la même époque, le modèle français de la grande cuisine maîtrisée et ordonnée, le modèle français de diplomatie policée et le concept allemand de classification des connaissances scientifiques ou humaines se diffusèrent à travers le monde en empruntant des canaux similaires.

*Construire quelque chose à partir du corps en direction de l'extérieur : communication et complexité*

L'uniformisation croissante des usages relatifs au corps et des marqueurs extérieurs de l'identité personnelle se refléta aussi au niveau des idées. Les systèmes idéologiques et discursifs générés par la puissance économique et politique commencèrent à converger à travers le monde. Le XIX<sup>e</sup> siècle, qualifié de diverses manières d'« ère de l'industrie et des empires », fut aussi le siècle de la communication planétaire. Le monde entier connut un essor massif du livre imprimé. Les sociétés peu alphabétisées au regard des normes habituelles devinrent sensibles aux modes de communication reposant sur l'écrit. L'Europe ne fut pas toujours à l'avant-garde. En 1800, il s'imprimait davantage de titres à Calcutta qu'à Saint-Petersbourg ou à Vienne. On estime qu'en 1828, il paraissait dans le monde 3168 journaux différents, dont la moitié dans les pays de langue anglaise. Mais en 1831 déjà, le *Moniteur ottoman* rivalisait avec le *Times* de Londres. En 1900, le nombre total de journaux atteignait 31 026, parmi lesquels beaucoup étaient tirés à des centaines de milliers d'exemplaires. Cette même année, leur nombre atteignait 600 en Inde, 195 en Afrique et 150 au Japon<sup>28</sup>. Cette progression quasiment géométrique de l'information standardisée dans le monde doit être appréciée en tenant compte en outre du fait que beaucoup qu'émandaient, empruntaient ou volaient des exemplaires de journaux. Dans certaines sociétés, des gens en lisaient à voix haute des pages entières à l'intention de ceux qui ne savaient pas lire. Ailleurs, des scribes les recopiaient sous forme manuscrite à un grand nombre d'exemplaires.

Le télégraphe électrique devint un système de communication international suite à la pose du câble reliant l'Europe et l'Asie en 1863, et à celle de deux câbles transatlantiques en 1866. Le chemin de fer, le navire à vapeur, et plus tard le téléphone révolutionnèrent les communications et la vitesse de transmission de l'information. Ce serait une erreur de penser que les moyens de communication antérieurs au télégraphe et à l'imprimerie en Asie et en Afrique étaient dénués de toute sophistication. Mais la densité des messages désormais échangés rendit possible la diffusion sans précédent d'idées communes à tous. Le nationalisme moderne, né de la Révolution française et des guerres qui suivirent, se trouva lui aussi « mondialisé » durant la génération qui suivit 1850. Les nationalistes chinois, irlandais, indiens et égyptiens entrèrent en contact par le biais des lignes télégraphiques et se rencontrèrent à Paris, Tokyo, Londres, San Francisco ou Shanghai. Les connaissances médicales et scientifiques se diffusèrent partout dans le monde à la même vitesse.

Bien évidemment, ce raisonnement ne saurait être poussé trop loin. Un examen attentif laisse apparaître que des similarités dans la forme, ou les possibilités de traduction d'une langue dans l'autre, continuaient de cacher des différences significatives notamment du point de vue stylistique. La tendance croissante vers une uniformisation demeura contestée, partielle, et par voie de conséquence incertaine quant à son résultat final, plus qu'elle ne fut une force irrésistible poussant à une homogénéisation. En 1880, le mot « liberté » signifiait encore pour les Américains des choses très différentes de ce qu'il signifiait pour les Européens, quand bien même des deux côtés de l'Atlantique des partis s'en réclamaient et professant des philosophies en apparence similaires tenaient en main les rênes du pouvoir. Pour ce qui est de l'hindouisme et de l'islam, l'uniformité religieuse était davantage synonyme de rites similaires que d'une uniformité dans la doctrine à la manière de ce que les églises chrétiennes s'efforcèrent parfois de faire. Néanmoins, j'avancerai l'idée que l'hindouisme était devenu plus proche du christianisme en 1914 qu'il ne l'était en 1780, ne serait-ce que parce qu'il était désormais plus facile de distinguer l'une de l'autre chacune de ces deux « fois ». Et entre-temps, les représentants des « religions universelles » s'étaient rencontrés et avaient noué un dialogue à l'occasion du Parlement mondial des religions qui s'était tenu à Chicago en 1893. Ce qu'ils s'étaient dit était sans doute moins important que le fait que des traditions, qui avaient autrefois été des amalgames de droits, de traditions chamaniques, de rituels et de vérités antiques, purent dès lors être formellement rangées parmi les « religions » ayant leur sphère d'intérêt propre et des caractéristiques en principe similaires.

Le second thème faisant office de fil conducteur tout au long ce livre est celui de la complexité interne grandissante des sociétés du monde qui se développa à l'intérieur même de cette tendance à l'uniformisation des apparences. Cette complexité des fonctions fut quelque chose de bien distinct de ces différences culturelles locales qui étaient la marque de l'ordre ancien. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des sociétés ayant une taille suffisante possédaient un large éventail de professions et d'emplois spécialisés, ayant leurs modes d'apprentissage et leurs rituels de solidarité spécifiques. Ce genre d'associations jouait désormais un rôle social plus important que les solidarités découlant du mariage ou de la parenté. La fonction de gestionnaire était clairement séparée de celle d'homme de guerre, alors que dans les sociétés traditionnelles, cela n'avait nulle part été le cas, sauf en Chine et, jusqu'à un certain point, en Europe.

Même les sociétés comparables à celles du Moyen-Orient, au sein desquelles les soldats conservaient une influence forte, avaient formé des cohortes d'administrateurs civils, qui se situaient quelque part entre les militaires et les religieux, lesquels avaient constitué les deux pôles détenteurs de l'autorité au sein des sociétés de type traditionnel. La profession distincte d'homme de loi était apparue dans la plupart des territoires coloniaux, dans les ports chinois ouverts par traité, ainsi qu'au Japon, où un siècle auparavant, les discussions juridiques étaient une affaire réservée aux fonctionnaires religieux ou aux divers intermédiaires

employés à titre individuel par les familles. Les pratiques médicales avaient été couchées par écrit et normalisées. Les formes traditionnelles de pratique médicale propres à l'Asie, à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, avaient elles aussi mis en place leurs académies, et elles délivraient des diplômes à leurs praticiens. Le monde était de plus en plus gouverné par des groupes d'experts peu visibles, mais qui entretenaient des relations mutuelles.

Dans le champ de la vie économique, des corps spécialisés de directeurs, de comptables et d'assureurs étaient apparus dans tous les grands centres urbains. La gestion était désormais distincte de la propriété ou de la commercialisation. Une classe spécifique de spéculateurs financiers, qui, en 1780, n'existaient encore qu'à Paris, Londres, ou Amsterdam, était également apparue à Shanghai, Téhéran ou Nagasaki. Le travail des gens ordinaires était de même devenu plus spécialisé. En particulier, le lien pluriséculaire entre le travail agricole saisonnier et le travail urbain avait été rompu quasiment partout pour ceux qui vivaient dans les grandes villes du monde industrialisé. En fait, quelque chose comme une structure de classe internationale était en train d'émerger. Cette spécialisation accrue suscita paradoxalement une impression d'uniformisation. Les groupes dirigeants, les professionnels, et même les classes ouvrières des différentes sociétés devinrent de plus en plus semblables, furent soumis au même type de pressions, et commencèrent à nourrir des espérances analogues. Convergences, uniformisation et ressemblances ne signifient pas, là encore, que tous ces gens étaient susceptibles de penser et d'agir de la même façon. À tout le moins cependant, ils pouvaient percevoir et exprimer des intérêts communs, qui transcendaient les frontières des États-nations, même s'ils restaient très profondément influencés par leur appartenance à ces entités nationales.

Afin de dégager ces grandes tendances, ce livre prendra comme point de comparaison le monde tel qu'il était au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le but n'est pas de suggérer que ce monde était statique et n'avait pas de perspectives autres que limitées. Bien au contraire, des forces puissantes poussant les sociétés humaines vers le changement et la mondialisation étaient déjà à l'œuvre depuis plusieurs siècles. Ce monde était seulement un monde d'Ancien Régime, reposant sur des formes d'organisation sociale ultérieurement considérées comme archaïques par tous ceux qui percevaient une grande différence entre leur époque et celle qui l'avait précédée. Ce fut à partir de ce moment que les forces du changement décrites plus haut commencèrent à s'accélérer de manière spectaculaire, et les contemporains en étaient aussi clairement conscients que les historiens après eux. Le chapitre 1 analysera en termes généraux l'organisation de la vie politique et économique autour du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le chapitre 2 montrera ensuite comment des changements survenus à travers le monde dans la vie politique et économique commencèrent à déstabiliser ces formes d'organisation, avant même que ne s'ouvre la crise mondiale des années 1780-1820.

## Notes

### Introduction

1. Arjun Appadurai, *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot & Rivages, 2005.
2. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme : XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 1979.
3. Linda Colley, *Britons : Forging the Nation 1707-1837*, New Haven, Yale University Press, 1992.
4. Catherine Hall, *Civilising Subjects: Metropole and Colony in the English Imagination 1830-67*, Cambridge, Polity, 2002.
5. Geoffrey Hosking, *Russia, People and Empire, 1552-1917*, London, Harvard University Press, 1997.
6. Dominic C. B. Lieven, *Empire: The Russian Empire and its Rivals*, London, Yale University Press, 2000.
7. R. Bin Wong, *China Transformed: Historical Change and the Limits of European Experience*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1997.
8. Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence: China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
9. Wang Gung Wu, *The Chinese Overseas: From Earthbound China to the Quest for Autonomy*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.
10. Joanna Waley-Cohen, *Les Sextants de Pékin*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002.
11. Michael C. Meyer, William H. Beezley (eds), *The Oxford History of Mexico*, Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 380-93.
12. Hew Strachan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 2005.
13. Eric J. Hobsbawm, *L'Ère des révolutions : 1789-1848*, Paris, Hachette littératures, 2002 ; *L'Ère du capital*, Paris, Hachette, 1997 ; *L'Ère des empires : 1875-1914*, Paris, Hachette littératures, 2000 ; *L'Âge des extrêmes : le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Éd. Complexe, 2003.
14. Perry Anderson, « Confronting defeat », *London Review of Books*, 24, 20, 17 oct. 2002.
15. Pour un aperçu du débat sur cette question, voir Patrick Joyce, « The return of history: post-modernism and the politics of academic history in Britain », *Past and Present*, 158, Fév. 1998, pp. 207-35.
16. Les derniers auteurs en date à avoir analysé l'agression contre les peuples et leur résistance appartiennent au groupe d'étude de la colonisation des Indes. Ce groupe a largement influencé les travaux des

- historiens latino-américains. Pour se familiariser avec les débats autour de ces travaux, voir Vinayak Chaturvedi, *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial*, London, Verso, 2000.
17. S. N. Eisenstadt, *Modernization, Protest and Change*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1966.
18. Ernest Gellner, *Plough, Sword and Book: The Structure of Human History*, London, Collins Harvill, 1988.
19. Alan Macfarlane, *The Riddle of the Modern World: Of Liberty, Wealth and Equality*, Basingstoke, Macmillan Press, 2000.
20. David Landes, *Richesse et pauvreté des nations: pourquoi des riches? Pourquoi des pauvres?*, Paris, A. Michel, 2000; *id.*, *Favourites of Fortune: Technical Growth and Economic Development since the Industrial Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
21. « Spirit capture: the native Americans and the photographic image », *International Herald Tribune*, 25-26 août 2001.
22. R. C. Cobb, *La Mort est dans Paris: enquête sur le suicide, le meurtre et autres morts subites à Paris, au lendemain de la Terreur: octobre 1795-septembre 1801*, Paris, le Chemin vert, 1985.
23. La part prise par l'État dans ce processus a été étudiée dans l'ouvrage de Norbert Élias, *La Civilisation des mœurs*, vol. 2, Paris, Calmann-Lévy, 1973.
24. Emma Tarlo, *Clothing Matters: What to Wear in Colonial India*, London, Hurst, 1998.
25. Ismail Hami, cité par Bernard Lewis, *Islam et laïcité: la naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988.
26. Hasan Kayali, *Arabs and Young Turks: Ottomanism, Arabism and Islamism in the Ottoman Empire 1908-18*, Berkeley, California University Press, 1997, p. 63.
27. E. M. Collingham, *Imperial Bodies: The Physical Experience of the Raj c.1800-1947*, London, Polity, 2001.
28. « Newspaper », in *Encyclopaedia Britannica*, 13<sup>e</sup> éd., London, 1911, in vol. 19, pp. 19-20.

## Partie 1

### La fin de l'Ancien Régime

#### Chapitre 1

1. John Komlos, *Stature, Living Standards and Economic Development: Essays in Anthropometric History*, Chicago, the University of Chicago Press, 1994.
2. Marshall G. S. Hodgson, *The Venture of Islam: Conscience and History in a World Civilisation*, 3 vols, Chicago, University of Chicago Press, 1974.
3. Joseph Fletcher, «Turko-Mongolian tradition in the Ottoman Empire», in Igor Sevcenko and Frank E. Sysyn (eds), *Eurcharisterion*, vol. 1, Cambridge, Ukrainian Research Institute, 1978, pp. 240-1.
4. Pamela Crossley, *A Translucent Mirror: History and Identity in Qing Imperial Ideology*, Berkeley, California University Press, 1999, compare la Chine des Qing avec la France de Louis XIV analysée par Peter Burke, *Louis XIV: les stratégies de la gloire*, Paris, Seuil, 1995.
5. W. Beik, *Absolutism and Society in Seventeenth-Century France: State Power and Provincial Aristocracy in Languedoc*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.
6. I. M. Kunt, *The Sultan's Servants: The Transformation of Ottoman Provincial Government 1550-1650*, New York, Columbia University Press, 1983.
7. Burton Stein, *A History of India*, Oxford, Blackwell, 1998; voir aussi John F. Richards, *The Mughal Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995; Irfan Habib, *The Agrarian System of Mughal India, 1556-1707*, Bombay, Asia Pub. House, 1963; Sugata Bose, Jalal Ayesha, *Modern South Asia: History Culture, Political Economy*, New York, Routledge, 1998.
8. Jonathan Spence, *The Search for Modern China*, New York, W. W. Norton, 1990, pp. 112, 144, 157.
9. Evelyn S. Rawski, *The Last Emperors: A Social History of Qing Imperial Institutions*, Berkeley, University of California Press, 1998.
10. Ivor Wilks, *Asante in the Nineteenth Century: The Structure and Evolution of a Political Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1975.
11. P. J. Bakewell, *A History of Latin America*, London, Blackwell, 1997, pp. 282-3.